

*Réponse à la consultation publique «  
Décision relative à la mise en place d'une  
collecte annuelle de données  
environnementales »*

---

*Réponse du SECIMAVI – septembre 2022*

## ***Introduction***

Le SECIMAVI (Syndicat des Entreprises de Commerce International de Matériel Audio, Vidéo et Informatique) remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de partager les retours de ses adhérents, fabricants et importateurs de matériels de réception audiovisuelle sur le projet de décision mis en consultation publique.

Le SECIMAVI représente plus de 30 entreprises et marques de l'audiovisuel et de l'informatique, grands groupes internationaux et PME, commercialisant des marques à forte notoriété de terminaux mobiles, tablettes, ordinateurs portables, écrans d'ordinateurs et TV. Le **SECIMAVI** représente un chiffre d'affaires de **12 milliards d'euros et 16 300 emplois directs**.

Notre syndicat et ses adhérents sont impliqués de longue date dans des actions visant à réduire l'empreinte environnementale de leurs activités.

Les actions des fabricants visent depuis leur origine à associer soutenabilité, valeur sociétale et innovation depuis la conception jusqu'à la fin de vie des équipements. Ces actions passent aussi bien par le développement de produits dont l'empreinte écologique est diminuée que par des initiatives transversales<sup>1</sup>. Dès les années 90, le secteur de l'électronique et de l'IT s'est placé à la pointe des recherches en termes d'efficacité énergétique avec des initiatives telles que l'Energy Star en Amérique du Nord, le programme « Top Runner » au Japon entre autres. En Europe, à la même époque, le programme TCO Certified a été établi pour les produits électroniques. Une large part des producteurs d'électronique se sont aussi mobilisés en tant qu'industrie ou en lien avec les pouvoirs publics et organisations de nombreux pays pour mieux cerner et quantifier l'empreinte environnementale du numérique et proposer des leviers d'actions sur l'ensemble de la chaîne de valeur- depuis l'extraction jusqu'à la fin de vie des équipements<sup>2</sup>-. Ainsi de nombreuses marques d'électronique grand public proposent de longue date des services de réparation, via leur propre réseau, des partenaires ou des réparateurs indépendants, des programmes de reprise ou de collecte des équipements ou encore des solutions de logistique inversée.

Par ailleurs, les fabricants d'électronique et leurs organisations représentatives sont impliqués dans de nombreux travaux à l'échelle internationale afin d'établir des normes de mesure, de contribuer à une plus grande transparence et de réduire l'impact environnemental de leurs activités. Parmi les travaux en ce sens, nous pouvons citer ceux relatifs à la révision de la Directive Ecoconception, à l'Indice Réparabilité et l'Indice Durabilité issus de la loi AGECE, de nombreuses études de l'ADEME relatives à l'électronique...

---

<sup>1</sup> Ex : Green Electronics Council, Responsible Mining Initiative, Global e-Sustainability Initiative, Responsible Business Alliance, [Business for Social Responsibility](#), [Electronic Industry Citizenship Coalition](#)...

<sup>2</sup> Exemples: <https://www.responsiblebusiness.org/media/docs/publications/GreeningReport.pdf>; "National Strategy of Green ICT" en Corée (2009); "Common factor X" développé par 8 entreprises japonaises d'électronique (<https://lca-forum.org/english/eco/pdf/01.pdf>) ; <https://www.oecd.org/sti/41508285.pdf> ; <https://www.fujitsu.com/downloads/JP/archive/imgjp/group/fri/en/economic/2003b.pdf>, etc.

Aussi, nous soutenons la volonté des pouvoirs publics d'améliorer la transparence du marché et l'information des consommateurs quant à l'empreinte environnementale des équipements numériques.

Surtout, il convient de noter que les terminaux électroniques sont soumis de longue date à de nombreux textes législatifs européens qui encadrent leurs activités et leurs obligations de transparence : Règlement Ecoconception, Directive REACH, Directive RoHS, étiquetage énergétique. D'autres textes sont en préparation à l'heure actuelle dont le Règlement Ecoconception pour des Produits Soutenables (dit « ESPR ») qui auront certainement un impact sur les propositions de l'ARCEP.

En complément, il faut aussi noter que certaines pistes envisagées par l'ARCEP font déjà l'objet, dans certains cas, d'obligations prévues par la loi française ; il s'agit notamment :

- De l'article L229-25 du Code de l'Environnement qui soumet les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre
- De l'article 244 de la Loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 qui fixe, pour celles employant plus de cinquante salariés ayant bénéficié d'aides au titre du « Plan de Relance » et qui ne sont pas soumises à l'obligation prévue à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, d'établir un bilan simplifié de leurs émissions de gaz à effet de serre
- Des articles L2312-17, L2312-18 et L2312-36 du Code du travail, relatifs à l'obligation d'établir, pour les entreprises de plus de 50 salariés, une base de données économiques, sociales et environnementales et à son contenu.

Il convient aussi de rappeler que la chaîne de valeur de fabrication et de commercialisation des terminaux électroniques est extrêmement élaborée et fait intervenir de nombreux acteurs aussi bien :

- En amont : fabricants de composants et, au-delà, fournisseurs d'intrants
- En aval : distributeurs classiques et online, grossistes, importateurs, etc.

Il est donc nécessaire de définir et circonscrire précisément les périmètres d'analyse. En effet, dans un certain nombre de cas, les fabricants seront dépendants des informations mises à disposition par leurs propres fournisseurs, généralement situés en dehors du territoire français et donc non soumis aux obligations nationales.

En aval de la chaîne, plusieurs problématiques pourraient se poser dans la définition du périmètre de mesure. En premier lieu, un même produit peut être mis sur le marché par différents acteurs tels que, par exemple, l'entité légale représentant le fabricant en France (filiale, bureau commercial...), un importateur, un grossiste, une autre entité légale représentant le fabricant sur un territoire différent de l'Union Européenne, voire, dans des cas extrêmes, des entités établies hors de l'UE commercialisant leurs produits par le biais de plateformes de vente en ligne.

Une autre problématique concerne les marques de distributeur (dites « MDD ») ; dans ce cas, les rôles assurés par les différentes entreprises peuvent dépendre de l'accord contractuel ou de l'organisation entre les parties, notamment en ce qui concerne le statut d'importateur/metteur sur le marché.

Dans l'un et l'autre de ces cas, il est nécessaire de définir précisément l'entité couverte par l'obligation et le périmètre de cette dernière. Nous recommandons que l'obligation porte sur le metteur sur le marché et ne couvre que les terminaux mis sur le marché par cet acteur.

En effet, une entité n'est en mesure de ne connaître que les mises sur le marché qu'elle réalise directement – et qui sont distinctes des ventes compte tenu de l'existence de stocks à différents endroits de la chaîne de valeur notamment.

Nous souhaitons par ailleurs souligner que les travaux européens en cours sur le projet de Règlement « produits soutenables » prévoit notamment des outils qui pourront dans un futur proche être utiles aux travaux de l'ARCEP. D'une part, le futur passeport produit et les informations qui seront demandées aux producteurs permettront un suivi plus précis des mises sur le marché mais aussi du devenir des produits- vente, reconditionnement, réparation...-. D'autre part, les actes délégués spécifiques aux produits pourront permettre de collecter de nombreuses informations relatives à la composition des produits. Aussi nous appelons, dans un souci d'efficacité et d'optimisation des travaux, à une coordination forte entre les travaux nationaux et européens.

## **Question 1. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux fabricants d'équipements terminaux ?**

Le seuil de 10 M€ de CA annuel semble particulièrement bas au regard des marchés considérés, de sorte que la quasi-totalité des entreprises seraient couvertes par l'obligation si ce seuil était maintenu. Par exemple, le marché des écrans d'ordinateurs grand public, qui est probablement le plus petit de tous les marchés considérés, était estimé à près d'1 milliard d'euros en 2021 par GfK. Ainsi, un acteur pesant 1% de ce marché serait concerné par l'obligation.

Sur le marché des smartphones, dont la valeur est proche de 7 Mds€ pour la partie grand public, les acteurs à partir de 0,15% de part de marché seraient soumis à l'obligation.

Deux remarques supplémentaires méritent d'être formulées :

- D'une part, compte tenu de la diversité des produits couverts, des seuils différents selon les produits pourraient être envisagés afin de les adapter aux ordres de grandeur différents des marchés (smartphones, TV, écrans, tablettes...)
- D'autre part, des seuils en fonction d'un nombre d'unités vendues plutôt qu'un chiffre d'affaires pourraient être envisagés.

## **Question 3 : Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?**

Nous relevons que certaines informations dont la collecte est envisagée- telles que la puissance électrique en fonctionnement ou en veille, la technologie et la taille d'écran des TV et écrans d'ordinateurs- sont d'ores et déjà mises librement à disposition sur la base européenne EPREL. Aussi, dans un souci de proportionnalité et de minimisation des coûts supportés par les producteurs, nous suggérons que, dans le cadre de sa politique de régulation par la donnée, l'ARCEP se rapproche des gestionnaires de la base de données afin d'élaborer un outil de collecte et d'analyse automatique des données déjà existantes. Cela minimisera en outre les probabilités d'erreur de saisie.

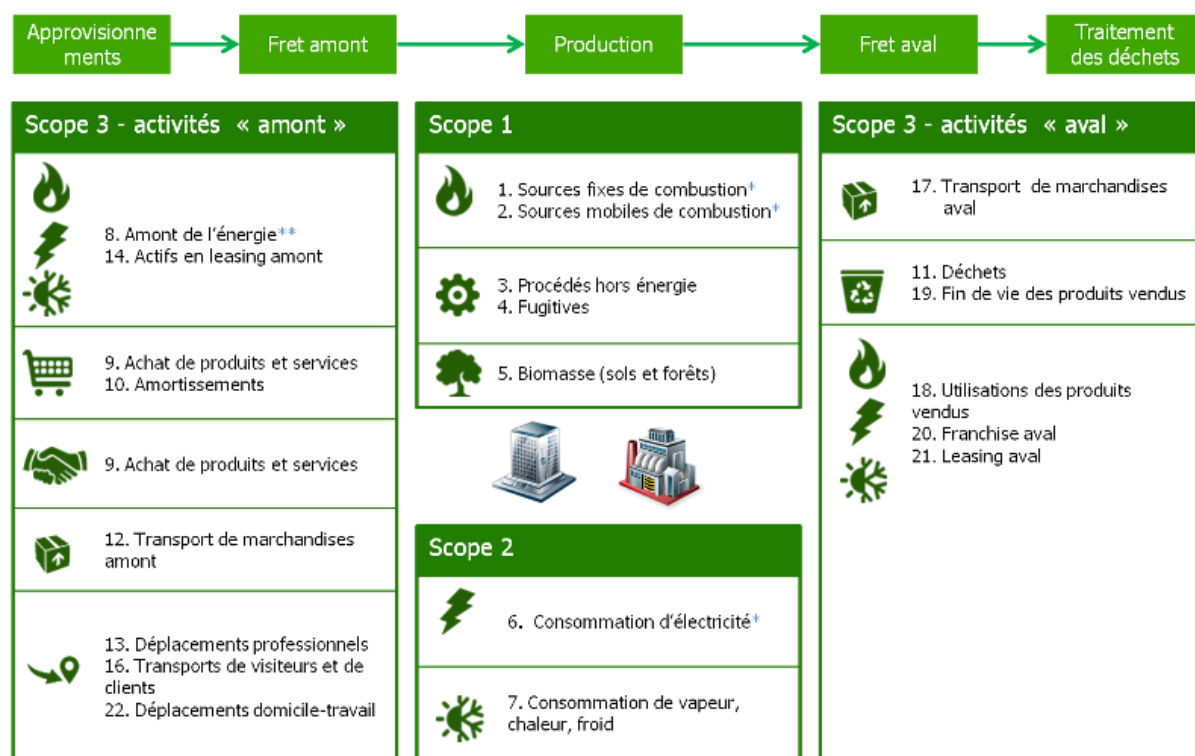
S'agissant du reporting des émissions de gaz à effet de serre, nous soutenons le recours à un standard international fiable, reconnu et établi scientifiquement.

S'agissant du Protocole GHG proposé, il est indispensable de s'assurer qu'il est effectivement adapté aux produits visés par la présente Décision et, le cas échéant, que les fabricants puissent disposer au plus tôt des lignes directrices reconnues à l'international pour appliquer ce protocole aux produits couverts par l'obligation.

Ensuite, il semble nécessaire de revoir le périmètre des sources d'émissions à prendre en compte dans le calcul au regard des capacités des fabricants à disposer de l'information.

En effet, comme exprimé plus haut, les chaînes de valeur de l'électronique sont élaborées et font intervenir de multiples parties prenantes, en amont comme en aval. Or, la mesure des émissions de gaz à effets de serre de tout type de produit nécessite, dans un premier temps, d'en définir le périmètre. Il existe 3 périmètres principaux dits scope 1, 2 et 3 et 22 sous-catégories d'émissions (voir schéma infra).

## Les 22 sous-catégories d'émissions



\* Utiliser uniquement la part combustion des facteurs d'émissions

\*\* Utiliser uniquement la part amont des facteurs d'émissions

Source sami.eco

Ainsi, le scope 3 vise à couvrir les émissions des acteurs amont et aval de la chaîne de valeur. Par conséquent, les fabricants et importateurs sont, dans ce cadre, totalement dépendant de la fourniture des informations pertinentes par leurs partenaires commerciaux.

Par ailleurs, le tableur constituant l'annexe A définit les « Emissions de gaz à effet de serre associées aux équipements terminaux vendus en France » comme « Les émissions de gaz à

effet de serre seront comptabilisées selon le protocole GHG. Afin d'estimer les émissions de gaz à effet de serre **associées à l'activité de ventes** de terminaux en France, les entreprises ayant une activité de ventes de terminaux s'étendant au-delà de la France, utiliseront comme clé d'allocation le chiffre d'affaires lié à la vente en France des équipements terminaux susmentionnés au cours de l'année considérée. ». De son côté, le texte de la consultation indique au point 2.1.2 que les données portent notamment sur « les émissions de gaz à effet de serre des entreprises **dues à la fabrication et la vente de terminaux** susmentionnés à destination du marché français ». Ainsi, dans un cas, le texte porte sur les émissions associées à la fabrication et la vente tandis que dans l'autre elles portent sur les seules activités de vente. Une harmonisation du périmètre des activités couvertes est nécessaire.

De plus, nous notons que la clé d'allocation proposée pour calculer les émissions liées aux activités en France des entreprises internationales est le ratio entre le chiffre d'affaires réalisé en France et le chiffre d'affaires mondial. Ceci suppose d'une part que l'entité française du groupe international soit la seule à commercialiser les produits concernés sur le territoire français, ce qui n'est pas nécessairement le cas comme indiqué précédemment. D'autre part, cela induit que la consolidation des comptes au niveau mondial soit réalisée de telle manière qu'elle permette d'isoler, pour un groupe « multiproduits », le chiffre d'affaires réalisé en France sur le ou les produits concernés de celui réalisé sur des produits hors périmètre ; par exemple, une entreprise commercialisant des TV et des récepteurs radio devra être adopter une comptabilité analytique séparant ces deux activités. Une telle obligation pourrait engendrer des coûts opérationnels supplémentaires pour ces entreprises. Surtout, une répartition au prorata du chiffre d'affaires pourrait conduire à surévaluer les émissions liées au marché français dans la mesure où celui-ci est, comme de nombreux marchés d'Europe de l'Ouest, caractérisé par un pouvoir d'achat relativement élevé, des marchés électroniques matures et plutôt premium ainsi qu'une monnaie forte.

Enfin, comme indiqué précédemment, des travaux sont en cours au niveau européen relatifs au texte « Ecodesign for Sustainable Products Regulation ». Ce texte prévoit que les actes délégués subséquents puissent intégrer des informations relatives à l'empreinte environnementale et/ ou carbone du produit.

Dans la mesure où les premiers actes délégués seront adoptés d'ici 2024, selon le programme de travail de la Commission, et où l'électronique figure parmi les secteurs prioritaires identifiés dans le cadre du Plan d'Actions Economie Circulaire, nous appelons l'Autorité à coordonner ses travaux de collecte d'information avec les travaux européens. Ceci afin d'éviter d'une part la fragmentation du Marché Unique, au seul bénéfice des acteurs du marché « gris », et d'autre part d'imposer des obligations disproportionnées aux entreprises qui entraîneraient des coûts supplémentaires.

En l'attente de la conclusion de ces travaux européens, l'alignement de la décision de l'ARCEP avec les textes français déjà en vigueur concernant les bilans simplifiés d'émissions et/ou l'établissement d'une base de données économiques, sociales et environnementales est souhaitable.

A minima, nous souhaitons que les informations obligatoires collectées par l'ARCEP soient limitées aux scopes 1 et 2, et que le scope 3 soit optionnel. Il est aussi indispensable que ces informations s'appuient au maximum sur des celles déjà existantes ou requises à court terme par le cadre réglementaire. Enfin, la définition des activités incluses dans le périmètre doit être

mise en cohérence entre la décision et son annexe afin d'éviter toute erreur éventuelle d'interprétation.

Enfin, il est utile de rappeler que, pour celles des entreprises qui mesurent et reportent les émissions Scope 3, elles le font généralement une fois par an au moment de la publication de leurs rapports financiers et ESG. Par conséquent, la date de disponibilité des données dépend de la clôture de leur exercice fiscal. Or, ce calendrier fiscal peut être différent de l'année civile, en particulier pour les entreprises internationales dont le siège est situé à l'étranger. Aussi, les données seront disponibles plus tardivement que ne le prévoit le calendrier proposé par le projet de décision. Par exemple, une société dont le calendrier fiscal court du 1 avril de l'année N au 31 mars de l'année N+1 ne seront pas en mesure de communiquer leurs données au 31 mars de l'année.

S'agissant toujours des travaux européens, nous souhaitons que l'ensemble des définitions utilisées par l'Autorité soient alignées avec celles utilisées ou en cours d'élaboration au niveau de l'UE. Cela vaut en particulier pour les définitions des ordinateurs portables et des tablettes qui font l'objet d'intenses travaux de spécialistes au niveau européen dans le cadre de la révision du Règlement « Etiquetage énergétique » (lots 3 et X).

D'autre part, nous relevons que la collecte envisagée par l'Autorité ne reflétera que très partiellement les émissions évitées par la filière électronique dans son ensemble grâce à la mise en place d'outils et de processus de collecte, de réparation et de reconditionnement des équipements électriques et électroniques. Tout d'abord, aucune disposition ne vise la collecte d'information auprès de ces filières de collecte et de reconditionnement. Or, les fabricants ont de nombreux liens avec ces acteurs.

Par exemple, l'indicateur « Nombre de téléphones mobiles collectés au cours de l'année par l'entreprise répondante » ne permettra a priori pas de comptabiliser les collectes réalisées par les éco-organismes auxquels les fabricants adhèrent. De même, les réparations et actions de réemplois réalisées grâce au fonds ad'hoc alimentés par les metteurs sur le marché ne seront pas pris en considération alors qu'ils contribueront à diminuer l'empreinte environnementale du numérique.

De même nous notons que ne seront pris en compte que les ventes de terminaux reconditionnés réalisées directement par les fabricants soumis à l'obligation alors que, d'une part, le marché du reconditionné est dominé par des acteurs spécialisés indépendants et que, d'autre part, des ventes de reconditionnés issues d'accords éventuels entre fabricants et reconditionneur n'entreraient pas non plus en ligne de compte. Or, dans un cas comme dans l'autre, l'empreinte environnementale « évitée » par ces biais trouve son origine dans les efforts produits par les fabricants que cela soit pour améliorer la durabilité de leurs produits ou pour accompagner le développement de business models vertueux. Aussi, il nous semble indispensable de **prendre en compte également les activités des éco-organismes et des reconditionneurs pour fournir une image complète et objective du marché**. A minima, il est nécessaire de les consulter pour identifier les données que ces opérateurs seraient en mesure de fournir.

Nous souhaitons aussi signaler que les fabricants ne sont pas en capacité de fournir les informations recherchées concernant la durée d'utilisation des terminaux. Par exemple, l'indicateur « Nombre de terminaux en cours d'utilisation par année de première commercialisation » défini comme les « terminaux effectivement utilisés par les clients au

moins une fois au cours des six derniers mois de l'année considérée » n'est pas une donnée dont les fabricants disposent. Seule une étude de marché régulière, commanditée par l'Autorité, serait en mesure de fournir cette information. Il en est de même pour la « Durée totale d'utilisation selon l'année de commercialisation des modèles ».

Enfin, il est nécessaire de rappeler qu'un certain nombre d'informations requises par l'ARCEP peuvent revêtir un caractère sensible commercialement, au-delà du volume et de la structure des ventes par catégorie de produit d'un fabricant. En effet, la durabilité des produits, leur collecte et leur reconditionnement entrent de plus en plus dans la stratégie des producteurs qui en font désormais un axe de différenciation stratégique. Aussi, l'ensemble des données individuelles collectées devront être traitées avec le plus haut degré de confidentialité. Il sera aussi indispensable d'assurer la sécurité de la communication des données.

#### **Question 4. L'Arcep envisage de collecter des informations sur les ventes de terminaux en fonction de leur capacité de stockage. Avez-vous des remarques concernant cette possibilité ?**

En premier lieu, nous relevons que le lien entre la capacité de stockage d'un terminal et la mesure de son empreinte environnementale n'est pas évident, d'autant qu'il est possible d'ajouter de la mémoire- virtuelle ou physique- à de nombreux terminaux numériques a posteriori. Aussi nous nous interrogeons sur l'objectif poursuivi.

En second lieu, nous tenons à souligner qu'il existe de nombreuses sources autres que les producteurs qui seront en mesure de renseigner l'Autorité sur la capacité de stockage des terminaux vendus en France, et notamment l'institut GfK qui produit des statistiques détaillées sur les ventes de nombreux types de produits mais aussi la société Copie France qui reçoit les déclarations des mises sur le marché des terminaux soumis à la rémunération pour Copie Privée avec un détail par capacité.

#### **Question 6. Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?**

Compte tenu du caractère confidentiel de certaines données collectées, il importe que seules des données agrégées, non identifiables soient restituées ; il sera nécessaire de s'assurer de l'impossibilité de reconstituer des données individualisées.

S'agissant du calendrier, nous relevons que le projet de décision indique « S'agissant spécifiquement de la collecte de données relatives à l'année 2021, les informations devront parvenir à l'Autorité au plus tard le 15 janvier 2023 ». Cette première échéance paraît extrêmement proche pour un exercice qui va demander un effort conséquent d'organisation et de recherche au sein des structures concernées. Ceci d'autant que le texte final officiel de la décision ne sera connu qu'en octobre 2022 au plus tôt. Aussi, nous appelons à prévoir un délai de mise en œuvre supplémentaire pour les données de l'année 2021.